

6 Société et Culture

Lutte contre la violence en milieu scolaire

Un mécanisme d'alerte et d'intervention rapide est né!

LBON

Libreville/Gabon

LA violence en milieu scolaire est devenue, au fil des années, un fléau qui préoccupe, à plus d'un titre, les pouvoirs publics. Au regard de sa dangerosité, voire son ampleur, des initiatives se multiplient, en vue de son éradication.

La dernière en date est celle du ministre d'Etat à la Justice, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, qui a présidé le 8 novembre 2018, une importante rencontre, à son cabinet. Celle-ci, qui a réuni les officiers supérieurs de la Gendarmerie, de la Police et de la Sécurité pénitentiaire, ainsi que certaines représentations diplomatiques, avait pour but d'annoncer officiellement la mise en place du "mécanisme d'alerte urgent et d'intervention rapide en milieu scolaire."



La rencontre a réuni plusieurs acteurs de la lutte contre la violence en milieu scolaire.

Il s'agit, a-t-il précisé, d'un «instrument d'action multisectorielle composé, entre autres, des forces de l'ordre, des responsables de l'éducation nationale, des magistrats, des travailleurs sociaux, des professionnels de la santé et associations des parents d'élèves.»

Sa mission, a-t-il ajouté, «consiste à intervenir, sous le contrôle et la surveillance du procureur de la République et du président de la juridiction pour mineurs, de manière

proactive et urgente, lorsqu'un cas de violence sera signalé ou dénoncé en milieu scolaire.»

Le ministre d'Etat n'a pas manqué, pour plus d'efficacité, de faire appel à la solidarité gouvernementale qui, selon lui, doit, «plus que par le passé, se manifester par l'implication dynamique, pertinente et harmonisée de chaque acteur, avec l'appui des organisations de la société civile.» D'autant plus que «le résultat attendu par les plus hautes

autorités de notre pays, à savoir, son Excellence Ali Bongo Ondimba, reste l'éradication de ce fléau de l'école au Gabon, en vue de sauvegarder nos enfants, fleuron de l'avenir de notre pays en confiance.»

Edgard Anicet Mboumbou Miyakou n'a pas manqué d'exhorter ses interlocuteurs, chacun en ce qui le concerne, «à se mettre à la tâche pour redorer le blason d'une école gabonaise, respectueuse des droits et devoirs de l'enfant.»

Il faut préciser que le rencontre de jeudi dernier, qualifiée, par son initiateur "de haute portée sociale et humanitaire", intervenait à quelques jours de la célébration officielle, sous le haut patronage de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, de la Journée internationale des droits de l'enfant dont le thème sera "La lutte contre les violences en milieu scolaire".

A cette occasion, le ministre de la Justice, en colla-

boration avec les acteurs du système national intégré de protection des enfants, a prévu un ensemble d'activités à l'échelle nationale visant à lutter contre la violence en milieu scolaire. D'où la tenue de cette rencontre qui, a en croire le garde des Sceaux, confirme l'attachement du département ministériel dont il a la charge au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, consacré par la Constitution et le droit international de l'homme.



Une vue du tour de table présidé par le garde des Sceaux, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou.

Enseignement supérieur/Réfection de l'auditorium de l'Université Omar Bongo

La livraison prévue en mars prochain

Rudy HOMBENET AN-VINGUI

Libreville/Gabon

VÉRIFIER l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de l'auditorium de l'Université Omar Bongo (UOB). Tel est l'objet de la visite de la coordination des travaux de l'éducation, la formation et l'emploi, du ministre d'Etat à l'Enseignement supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, et du recteur de l'UOB, Pr Marc Louis Ropivia, hier, sur le campus de la première université gabonaise. Les travaux en cours, initiés en 2008 sont, d'après les



Le ministre d'Etat à l'Enseignement supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou (c), écoutant les explications du chef de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux. Photo de droite : Les travaux de réhabilitation de cet auditorium devraient s'achever en mars prochain.

indications fournies par le responsable de l'entreprise adjudicataire, la Société des bâtiments et travaux publics (Sogad BTP), en train de se poursuivre.

Pour le ministre de tutelle, il fallait venir consta-

ter l'évolution du chantier de ce qui est "un lieu de mémoire et a servi pour les grandes manifestations" au sein du temple du savoir. Le ministre d'Etat Moukagni Iwangou s'est dit "satisfait" de ces avancées et attend impatiem-

ment la livraison dudit chantier, prévue en mars prochain.

« Nous avons regardé ce qui se fait et avons bon espoir que dans les délais raisonnables, l'université retrouvera son lustre d'antan », a affirmé l'autorité

ministérielle.

Pour le maître d'ouvrage, Gauthier Mihindou Mbina, ce bâtiment qui, à l'entame, n'exigeait que des travaux de réfection, a connu d'autres améliorations au fil du temps. Ce qui, selon le technicien,

justifie la durée de ce chantier. « Il s'agissait pour nous, dans un premier temps, de réfectionner simplement. Aujourd'hui, nous sommes en train de poursuivre les travaux. Il faut préciser qu'il y a eu certaines améliorations car, lorsque nous avons pris le chantier en 2008, c'était pour un travail bien déterminé. Là, d'autres améliorations s'imposent. Ce qui explique un peu la durée », a expliqué le directeur général de la Sogad BTP.

L'expert rassure quant à la qualité des travaux : « Aujourd'hui, avec les matériaux que nous sommes en train d'utiliser, il n'y aura plus ce problème de sonorisation, comme par le passé », a dit M. Mbina Mihindou.

Clôture de l'atelier sur l'évaluation des politiques publiques, hier

Dynamiser le dispositif du suivi et évaluation

SNN

Libreville/Gabon

Ce sont, entre autres, les recommandations issues de l'atelier de formation qui vient de réunir les agents des administrations centrales et des collectivités locales à l'Institut de finances de Libreville.

L'ATELIER de formation sur l'évaluation des politiques publiques a pris fin hier à l'amphithéâtre de

l'Institut de finances de Libreville. C'est le conseiller du ministre de l'Economie, Jean-Jacques Bouka Bouka, qui en a présidé la cérémonie de clôture.

Plusieurs recommandations sont sorties de ce conclave, qui avait pour but de renforcer les capacités des administrations en matière de suivi et évaluation. Ainsi, durant les cinq jours de formation (5 au 9 novembre), les agents des administrations centrales et des collectivités ont, entre



Une vue des participants dont l'expert international, Adddeslami Laamamila (micro), donnant les recommandations issues des travaux.

autres, formulé le vœu de suivi et évaluation au Gabon. Notamment en per-

mettant une homogénéité de la terminologie en matière de suivi et évaluation, et en permettant une standardisation des outils et documents du suivi et évaluation existants.

La rencontre a également permis de renforcer les capacités des ministères sur ladite thématique. Surtout que pour l'expert, Adddeslami Laamamri, le suivi et évaluation des politiques publiques est, comme il l'a souligné « une fonction exigée par les bailleurs de

fonds pour suivre et évaluer rapidement les changements ou les résultats obtenus par un programme ou un projet. »

Cette technique permettra désormais aux décideurs de rompre avec la tradition du passé, qui voulait qu'on attende jusqu'à la fin d'un projet pour évaluer si celui-ci a fonctionné ou pas.

Un système de suivi et évaluation qui soit rapide et en même temps rigoureux s'impose donc.